

PACTE DE RESPONSABILITÉ

- 1- Le SNETAA-FO appelle à la grève du 15 mai 2014
2- Traitement des fonctionnaires
3- L'Education en crise en Espagne
4- SEGPA



Tract - Gel sur le point d'indice

LE SNETAA -FO APPELLE TOUS LES COLLÈGUES À LA GRÈVE DU 15 MAI 2014 POUR DIRE « NON AU GEL DE NOS SALAIRES PENDANT 8 ANS » !

Après la Modernisation de l'Action Publique (MAP, anciennement RGPP)...
Après les suppressions massives de postes et particulièrement dans l'Enseignement Professionnel, variable d'ajustement de l'Éducation Nationale...
Après la régionalisation de l'orientation et des cartes des formations...

Avant la fin annoncée de l'Education Nationale, Laïque, Républicaine et GRATUITE, François HOLLANDE, Président de la République avec Manuel VALLS, nouveau Premier Ministre, viennent de faire voter au forceps le plan d'austérité de 50 milliards à

74 rue de la Fédération
75739 Paris cedex 15

tél. 01 53 58 00 30
fax 01 47 83 26 69

snetaanat@aol.com
www.snetaa.org

l'Assemblée Nationale alors que les Français, lors des dernières élections, ont demandé une autre politique.

Dans ce plan d'austérité masqué par l'appellation « pacte de responsabilité et solidarité », le Président de la République et son nouveau gouvernement viennent de décider une mesure sans précédent : **bloquer les salaires des fonctionnaires jusqu'en 2017. C'est une honte et tous les fonctionnaires doivent manifester leur mécontentement pour dire « NON » à cette mesure.**

Bloquer le point d'indice de tous les fonctionnaires pendant 8 ans, c'est du jamais-vu. C'est inacceptable ! Cela signifie, avec la hausse des cotisations retraite imposées aux fonctionnaires, des baisses visibles sur leur salaire à chaque début d'année. Cela signifie une dégradation non seulement de notre salaire jusqu'en 2017 mais aussi une baisse de nos paies à chaque début d'année et un abaissement considérable de notre pouvoir d'achat.

Ce plan d'austérité s'attaque aussi aux retraités en bloquant leurs pensions.

L'Education n'est pas un coût mais un investissement pour l'avenir ! Les fonctionnaires n'ont pas à payer les déboires de la crise économique provoquée par les banques et la finance.

De plus, ce plan d'austérité entâche nos salaires différés. Imposer des coupes drastiques dans la Sécurité Sociale, c'est menacer les prestations familiales, revoir les remboursements des actes médicaux et para-médicaux, c'est revoir le système de l'accès à l'hôpital.

Ce plan d'austérité s'accompagne d'une hausse de l'impôt pour les « petits salaires » et la classe moyenne, visible plus encore cette année sur l'Impôt sur le revenu. Le gouvernement a décidé de faire payer aussi les collectivités locales par une réduction de leur financement à hauteur de 10 milliards d'Euros alors qu'elles sont souvent déjà étranglées. Cela signifiera, on le sait déjà, par des hausses d'impôts locaux considérables.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande, les peuples sont asphyxiés par des plans d'austérité qui ne fonctionnent pas car, paradoxalement (mais c'est un processus économique bien connu), l'austérité aggrave la dette et aggrave et l'austérité.

En même temps, le Président de la République et le Gouvernement font cadeau de 38 milliards aux entreprises qui ne profiteront qu'aux grandes entreprises déjà bénéficiaires. On le sait, ces cadeaux fiscaux se transformeront en cadeaux aux actionnaires par un accroissement des dividendes.

Le **SNETAA** dit « NON ». Il réclame une autre politique et appelle tous les personnels des lycées Professionnels, des SES-SEGPA, EREA, SEP à faire une démonstration de force qui puisse faire reculer le gouvernement.

**AVEC LE SNETAA-FO,
TOUS EN GRÈVE LE 15 MAI
CONTRE LE GEL DE NOS SALAIRES,
DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT,
CONTRE LA REMISE EN CAUSE DE LA SÉCURITE SOCIALE,**

**POUR LA DÉFENSE DE NOS STATUTS
POUR LA DÉFENSE DE NOS RETRAITES ET PENSIONS
POUR UN PLAN DE RELANCE
POUR UNE AUTRE POLITIQUE**



TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES : UN GOUVERNEMENT DÉCOMPLEXÉ !

Le précédent gouvernement récemment désavoué dans les urnes à l'occasion des élections municipales, avançait à pas feutrés quand il fallait annoncer la couleur en matière de politique salariale dans la fonction publique. À chaque discussion budgétaire, l'action combinée des ministres concernés nous laissait entendre depuis 2 ans que notre compte en banque n'allait pas se gonfler plus qu'à l'habitude.

Avec le nouveau gouvernement, la méthode a changé puisqu'elle est devenue bien plus expéditive : le point d'indice du traitement des fonctionnaires n'évoluera pas jusqu'en 2017, qu'on se le dise !

Faisons le point : alors considéré comme porte-bonheur, le 7 perdra son caractère magique puisqu'il s'imposera pour nous comme le nombre d'années consécutives pendant lesquelles nous n'aurons pas vu bouger notre revenu net ! Ajoutez-y une augmentation régulière des cotisations, dans un environnement d'inflation sans doute maîtrisée mais toujours présente, il reste quoi ? une baisse du pouvoir d'achat, fatalement !

Était-il besoin pour la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAPF) de nous présenter le triste constat qu'elle a tiré de l'année écoulée, selon lequel nos rémunérations avaient baissé de 0,34 % (« en net de l'indice de traitement brut-grille indiciaire ») ?

Pour parfaire le tableau, les pensions de retraite ainsi que les principales aides sociales devraient également être touchées par cette stagnation !

En l'espèce, le **SNETAA-FO** n'est pas le seul à crier au scandale ! Certains députés de l'actuelle majorité s'indignent eux aussi, au point d'avoir proposé un plan B au gouvernement.

Alors, s'agit-il de notre part d'un rabâchage sur la rémunération des fonctionnaires, donc des enseignants ? Au **SNETAA-FO**, nous n'avons pas perdu de vue qu'un syndicat doit avoir à cœur de défendre non seulement les intérêts moraux de ceux qu'il représente mais aussi leurs intérêts matériels, ce qu'ignorent depuis 2 ans quelques organisations, tantôt porte-plume du pouvoir tantôt antichambre des décisions.

Et si d'aucuns vous assurent qu'il est possible d'augmenter son traitement en effectuant, comme le prévoit le nouveau décret général sur les métiers et missions des enseignants, des tâches supplémentaires, nous nous trouvons alors ni plus ni moins dans un schéma de rémunération individualisée, donc à la carte, rendue possible par la seule augmentation du temps de travail ! Or, travailler plus pour gagner plus, ça fait pas un peu rengaine ?... Ceux qui combattaient encore ce slogan de campagne, primaire, en sont aujourd'hui les instigateurs et ont entendu le graver dans le marbre du droit de l'Éducation nationale !

En conséquence, circulez, y a rien à voir ?

Pas le moins du monde ! Le **SNETAA-FO**, tout comme sa fédération, n'aura de cesse de demander : la revalorisation des traitements pour tous par une augmentation du point d'indice, pour un temps de travail de 18 heures hebdomadaires non annualisables pour la mission essentielle d'enseignement, et aucune allusion sibylline et sournoise au temps de travail dans la fonction publique pour les autres tâches !

Tel est le mandat du **SNETAA-FO** pour hier, aujourd'hui et demain !



L'ÉDUCATION EN CRISE EN ESPAGNE¹

Des dizaines de milliers d'espagnols ont défilé le 22 mars dernier à Madrid pour dénoncer les plans d'austérité, les coupes budgétaires à répétition et « l'urgence sociale » dont le pays fait l'objet depuis quelques années.

Le domaine de l'éducation n'est pas épargné : la dernière réforme de l'éducation – connue sous le nom de Loi Wert, ministre de l'Éducation espagnole – a provoqué la colère des étudiants, des parents d'élèves et des professeurs. Cette nouvelle réforme, qui introduit un peu plus de conservatisme dans l'éducation, rappelle pour beaucoup, dans une certaine mesure, le système éducatif d'il y a quarante ans. Cette nouvelle loi favorise le retour de l'enseignement religieux au sein de l'école publique. Désormais, le catéchisme devient une matière obligatoire au baccalauréat espagnol, obligatoire pour intégrer un cursus universitaire. Cette nouvelle mesure permet à l'Église de se réinsérer dans le secteur éducatif public dans lequel elle avait perdu de l'influence depuis la fin du franquisme.

L'école et l'université publique sont ainsi attaquées de toute part. Tout d'abord par l'ensemble des coupes budgétaires dues à la crise économique. Celles-ci ont comme conséquence l'attribution de fonds en baisse et une privatisation de plus en plus importante du secteur éducatif public. Ainsi, l'augmentation des frais de scolarité universitaire de 20 % en juillet dernier dans les universités d'Espagne², ont contraint beaucoup d'étudiants à arrêter leurs études, faute de moyens financiers. À cette augmentation des frais de scolarité s'ajoutent également des changements dans les modalités d'attribution des bourses par le ministère de l'Éducation, et il est très difficile d'en obtenir une.

Selon l'Association des Étudiants de Droit (A.E.D.) de l'Université Autonome de Madrid, les entreprises privées gagnent du terrain dans les conseils administratifs, ce qui empêche les étudiants de s'exprimer. Des banques, fast-food ou enseignes de supermarchés commencent à s'installer sur les campus et à sponsoriser les universités. « Nous nous dirigeons vers un véritable processus « d'élitisation » du secteur de l'éducation, laissant en marge des étudiants qui ne peuvent plus se permettre d'étudier » affirme un des membres actifs de l'A.E.D. De moins en moins d'aides, un appauvrissement général et des inégalités qui se creusent, telle semble être la situation de l'école publique.

Le SNETAA-FO soutient les manifestants espagnols qui refusent la mise en place d'un modèle éducatif anglo-saxon plus inégalitaire !!! et se bat pour que l'École reste laïque !!!

« Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puissent changer le monde, en fait c'est ainsi que cela s'est toujours passé »³

¹ D'après un article de Johan Chermette-Wagner dans le Journal International

² Les frais de scolarité sont passés de 1 600€ à 1 900€ en 2013 à l'Université autonome de Madrid

³ Propos de Margaret Mead, Anthropologue américaine



SEGPA : DES MENACES QUI SE PRÉCISENT

Le groupe de travail sur les SEGPA s'est tenu en février 2014 dans le cadre des groupes organisés par le Ministère de l'Education Nationale qui portent sur les missions des enseignants. Il s'agit là de l'acte II de la reformation de l'école orchestrée par notre ex-ministre après la publication de son projet de loi de refondation de l'été.

Chaque groupe est cadré par des fiches proposées par le ministère.

C'est au détour de ces fiches et dans le contenu de la discussion que nos craintes sur le devenir des SEGPA resurgissent.

Il faut tout d'abord se rappeler que la loi PEILLON réaffirme le collège unique et ainsi le fait que chaque jeune collégien doit quitter celui-ci en possédant le socle commun des compétences.

Rien que cela fait peser une menace sur la structure des SEGPA.

De plus l'article 1 de la loi affirme le principe d'une école inclusive c'est-à-dire l'insertion pour tous les jeunes, le droit à la scolarisation. Par ailleurs, il est établi un cycle commun aux 2 années finales de l'école primaire et à la 1^{ère} année de collège. Cela interroge sur la procédure d'orientation et le rôle de la CDOEA (Commission d'Orientation vers les enseignements adaptés).

Enfin l'article L311-7 du code de l'éducation dispose désormais que le redoublement sera exceptionnel.

C'est s'interroger sur la durée de la réglementation actuelle qui prévoit que seuls les élèves ayant 1 an de retard sont admis en SEGPA.

Ces constats sont très alarmants, surtout si on ajoute que depuis 2006 les effectifs de SEGPA ont fondu de plus de 10 % pour que de plus 100 000 élèves, on passe à la rentrée 2013 à 86 402 élèves.

Cette baisse a pourtant largement été conditionnée par le Ministère de l'Education Nationale avec la fermeture de 311 divisions et de 19 établissements rien qu'entre 2010 et 2013.

Les propositions sur le nouveau fonctionnement des SEGPA et les missions des personnels atteignent la phase critique. Ainsi les SEGPA devraient s'ouvrir pour les moments communs avec les autres élèves du collège. C'est la proposition du parcours individuel plus inclusif pour favoriser ce qu'appelle le Ministre « des retours progressifs » dans la voie ordinaire même s'il souligne « chaque fois que c'est possible ».

Quant au personnel dans ces SEGPA plus inclusives, il n'est ni plus ni moins que la mutualisation des services par des échanges de services à travers une organisation moins cloisonnée.

Enfin cerise sur le gâteau, il est remis en cause la certification complémentaire du 2CA-SH.

En résumé, le **SNETAA-FO** ne peut que voir dans ces projets une mise à mort progressive des SEGPA et un remplacement des PLP par des professeurs des écoles.

Caricatural diront certains ? Mais justement, c'est à nous de nous opposer à ces projets destructeurs des SEGPA et notamment de la place que doit y avoir l'Enseignement Professionnel remédiateur des difficultés de ces jeunes !

Le combat contre la politique destructrice du Ministère pour casser et supprimer les SEGPA guidé par la récupération des milliers de postes doit être mené avec vigueur.

Le **SNETAA-FO** ne laissera pas faire et avec vous il se battra pour que les SEGPA demeurent une étape pour des jeunes en difficulté vers la voie de la réussite et une orientation en CAP.

Il est normalement prévu d'autres réunions ; le **SNETAA-FO** y sera présent et s'exprimera non seulement pour la défense des SEGPA mais pour leur reconnaissance et leur valorisation !

Le **SNETAA-FO** s'adresse donc à tous les enseignants de SEGPA pour qu'ils nous informent de leur situation afin que nous puissions réaliser la résistance.

Le **SNETAA-FO** ne peut pas laisser et ne laissera pas détruire les SEGPA !